



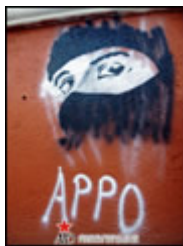
Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Mise-en-contexte-et-chronologie-des-evenements>

Oaxaca

# Mise en contexte et chronologie des événements

- International -



Date de mise en ligne : lundi 11 décembre 2006

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

Richesse des ressources, pauvreté de la population - L'État de Oaxaca, situé au sud du Mexique, constitue la zone la plus riche en biodiversité de ce pays. D'importantes ressources de pétrole, or, argent, eau, et un énorme potentiel d'énergie éolienne représentent des richesses convoitées par des intérêts privés, partenaires privilégiés de l'État. Plus de la moitié de la population fait partie d'un des 16 peuples autochtones que compte l'État ; ces groupes connaissent depuis toujours la discrimination. Oaxaca a un niveau de pauvreté parmi les plus élevés au Mexique. Près de 460 des 570 municipalités de l'État ne disposent pas de services de base (eau, assainissement, électricité, routes).

Grève des enseignants et naissance d'un mouvement - Le 22 mai dernier, la section 22 du Syndicat National des Travailleurs de l'Éducation entre en grève, exigeant une hausse salariale et une amélioration des conditions d'enseignement, déplorables à l'heure actuelle. Les enseignants luttent aussi pour obtenir des moyens pour leurs écoles. Cette section, forte de ses 70 000 membres, porte ces revendications depuis 26 ans. Le 14 juin, le gouverneur de l'État, Ulises Ruiz Ortiz, tente d'en finir avec le mouvement en répondant aux grévistes par une forte répression, qui a pour effet de radicaliser ceux-ci et d'indigner une très grande partie de la population, qui se mobilise derrière ses enseignants. C'est ainsi qu'est créée l'Assemblée Populaire des Peuples de Oaxaca (l'APPO), un rassemblement de plus de 360 organisations sociales (communautés autochtones, syndicats, associations civiles, etc.). L'APPO fait sienne les revendications des professeurs et demande la démission du gouverneur, réputé répressif, corrompu, autoritaire et élu frauduleusement.

Construction d'un gouvernement autonome - Durant tout l'été, des centaines de milliers de personnes manifestent régulièrement dans les rues. Le mouvement lié à l'APPO en vient à assumer le contrôle politique de la ville de Oaxaca. L'entrée des hôtels de luxe du centre-ville et l'aéroport local sont bloqués et l'on empêche l'entrée dans les administrations et au Congrès de l'État. Ailleurs dans l'État, des mairies sont également occupées. Par ces actions de désobéissance civile et pacifique, la population insurgée cherche à rendre manifeste le fait que l'État n'est plus gouverné par le pouvoir officiel et que celui-ci n'est plus reconnu.

Attaques contre le mouvement et militarisation du territoire - Présente depuis les tout premiers jours du conflit, la répression et la violence contre les opposants au régime du gouverneur s'intensifient à partir de juillet. Assassinat de citoyens insurgés par des policiers en civil, tirs d'armes à feu contre des stations de radio indépendantes, kidnapping et torture de leaders d'organisations sociales et détentions arbitraires sans mandat d'arrêt sont quelques-unes des agressions commises contre le mouvement civil. Le 3 octobre, le pouvoir fédéral déploie l'armée et la Police fédérale préventive (PFP) : un contingent de 20 000 hommes, appuyés par des avions, hélicoptères et tanks, prend d'assaut l'État de Oaxaca. Le 27 octobre, le gouvernement tente de « mettre fin » au conflit : la PFP, appuyée par des tireurs en civils identifiés comme des partisans du PRI (le parti de Ruiz Ortiz), attaque plusieurs barricades de l'APPO. Plusieurs personnes trouvent la mort dans ces agressions, dont un jeune journaliste et cinéaste indépendant new-yorkais. Plusieurs organisations, dont la Ligue mexicaine pour la défense des droits humains, appuyée par Amnesty Internationale, documentent et dénoncent les violations des droits humains commises par le pouvoir officiel et paramilitaire.

La « fin de la tolérance » - Depuis le 25 novembre, on assiste à une nouvelle offensive des forces policières contre le mouvement citoyen. Les autorités cherchent à détruire les barricades érigées par l'APPO et à reprendre les espaces occupés par le mouvement. Cela se traduit notamment par des arrestations massives et arbitraires visant toute personne susceptible d'être membre ou sympathisante de l'APPO. Les jeunes constituent les principales cibles. Bilan provisoire de la dernière fin de semaine : trois morts, au moins 100 blessés, plus de 200 détenus. Une partie importante des personnes arrêtées sont déportées dans un pénitencier de l'État de Nayarit (à 1300 km de Oaxaca).

Un pouvoir présidentiel contesté - Ces événements sont à resituer dans un contexte politique tendu et une situation précaire au niveau national. Lors des élections présidentielles du 2 juillet dernier, le candidat Felipe Calderón

(Partido de accion nacional, PAN, droite) a été déclaré élu avec une très faible majorité. Des présomptions de fraude planent et la légitimité de ce futur président, qui prend le pouvoir le 1er décembre, est remise en cause par une large part de la population mexicaine. De plus, le PAN, qui ne possède pas la majorité au Congrès, a besoin d'une alliance avec le PRI (Parti révolutionnaire institutionnel) pour exercer le pouvoir. L'appui du gouvernement fédéral (PAN) au gouverneur d'Oaxaca (PRI) s'inscrit dans cette alliance. En outre, pour plusieurs observateurs de la vie politique mexicaine, la brutale répression actuelle doit être liée à l'imminente entrée en fonction de Calderon. Le président sortant n'ayant pas solutionné le conflit, il doit faire le nécessaire pour affaiblir la résistance et laisser à son successeur des conditions favorables en vue de négociations futures. Les centaines de personnes liées à l'APPO récemment faites prisonnières viennent changer le rapport de forces entre les deux parties dans la perspective d'une reprise des négociations.

Encore une fois, c'est donc par une démonstration de force que le gouvernement mexicain répond à un soulèvement populaire.

Aujourd'hui, l'APPO subsiste tant bien que mal, toujours encerclée par les forces armées officielles et paramilitaires. Ses revendications restent les mêmes. Celles-ci sont simples :

- ▶ La démission ou destitution du gouverneur ;
- ▶ Le retrait des forces militaires et de la police fédérale ;
- ▶ La libération des prisonniers et prisonnières politiques ;
- ▶ La justice pour les victimes de ces agressions.

L'importance de la solidarité

Les témoignages de solidarité avec l'APPO n'ont pas tardé à se manifester. Au Mexique, l'Autre Campagne, large mouvement national instigué par les zapatistes, a joué un rôle important dans la construction de la solidarité. La Convention nationale démocratique, regroupant plus d'un million de personnes s'opposant au résultat des présidentielles, s'est aussi manifestée en appui à Oaxaca et mobilise dans la ville de Mexico. Le mouvement de solidarité international n'est pas en reste : au cours du dernier mois, plus de 160 actions de solidarité ont eu lieu. Le 20 novembre, il y a eu des mobilisations dans 46 villes du monde. Des organisations telles ATTAC-France, le secrétariat international de la CNT, le Parti communiste français, et des personnalités dont Noam Chomsky, Eduardo Galeano et Naomi Klein ont pris position en solidarité avec Oaxaca, dénonçant la répression contre le mouvement populaire et les violations des droits humains commises contre celui-ci.

Les pressions internationales sont cruciales pour mettre un terme à la violence contre le mouvement populaire à Oaxaca : vous pouvez agir en vous joignant à la campagne de solidarité.

Information compilée par le Comité de solidarité avec l'APPO (Québec)

Sources : La Jornada (quotidien mexicain ; édition en ligne accessible au [www.jornada.unam.mx](http://www.jornada.unam.mx))

Le Monde diplomatique (édition de novembre 2006)

International Relations Center ([www.ircamericas.org](http://www.ircamericas.org))

Indymedia Mexico (<http://mexico.indymedia.org>)

Amnistie internationale